

Monsieur le Directeur Académique
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD

L'impréparation du gouvernement et de notre ministère sur les mesures à prendre face aux épisodes de canicule n'est plus à démontrer et rappelle tristement la gestion chaotique de la période Covid. On assiste une nouvelle fois à un enchaînement de réunions ministérielles « vague de chaleur » qui n'aboutissent qu'à des « directives » adressées aux directions académiques, sans cadre national ni consignes claires. Un désengagement de l'État et un bricolage alors que les prévisions météorologiques existent depuis des jours maintenant... Les aménagements décidés localement sont à géométrie variable. De façon globale, cette gestion isole à nouveau les personnels qui gèrent au mieux la situation pour le bien des élèves. Une fois de plus, ils colmatent les manques institutionnels.

Face à cette situation catastrophique et dangereuse pour la santé de tout le monde, la CGT Éduc'action estime qu'il n'est plus l'heure de tergiverser et appelle les autorités à prendre enfin leurs responsabilités et aux personnels à faire valoir leurs droits. La CGT Éduc' exige immédiatement :

- l'égalité de traitement entre tous les personnels
- des consignes nationales et académiques claires
- l'établissement d'un annuaire des établissements risquant devenir des bouilloires thermiques à fermer automatiquement en cas de vigilance rouge-canicule
- des décisions anticipées sur les examens et l'établissement par le ministère, dès la rentrée, d'un agenda précis qui anticipe des dates de repli. La coupe du Monde entre dans les salles d'examens avec l'annonce ridicule de pause fraîcheur demain lors du DNB
- la protection effective des élèves et des personnels vulnérables (sans attendre des procédures interminables) et appelle ses derniers à demander les ASA auxquelles ils ont droit
- la sécurisation des laboratoires par l'évacuation des déchets chimiques par une entreprise experte et le stockage sécurisé des produits avant fermeture des EPLE
- une réponse à chaque signalement, dans le registre SST, de situations difficiles dans les classes et services. La CGT Éduc' déposera systématiquement des DGI pour les écoles dont des collègues ont déposé une fiche et ce, tant que la vigilance rouge durera.

Dernière impéritie désastreuse de notre ministère et du gouvernement : la question du bâti scolaire ! Notre ministre s'illustre de nouveau en déclarant « Je ne sais pas encore rénover un bâti dont je ne suis pas le propriétaire [...] nous faisons face localement, en nous adaptant aux réalités locales... » Pour le ministre Geffray, c'est aux collectivités d'investir dans l'adaptation du bâti face au dérèglement climatique. Mais après son plan Canicule inepte, c'est purement scandaleux qu'il se défausse ainsi.

Le plan reste sur du descriptif-prescriptif sans contrainte ni engagement concret de la part de l'État tout en renvoyant à la seule responsabilité des collectivités territoriales et des personnels... Bel exercice de communication où ÉduRénov et Fonds Vert sont évoqués alors que leur budget 2026 est amputé. Le Fonds Vert a été divisé par 4 en 2 ans, passant de 2,5 milliards d'€ à 850 millions. De plus, si le bâti scolaire est du ressort des collectivités, c'est bien à l'État-employeur et au gouvernement de mettre la main à la poche afin que les personnels exercent dans des conditions dignes.

Tous et toutes les élu.es avec lesquelles nous discutons dénoncent à raison depuis des années la baisse des subventions de l'état et l'asphyxie budgétaire des collectivités par la Macronie, asphyxie qui empêche par exemple la rénovation du bâti scolaire...

Encore une fois, les gouvernements successifs auraient été bien inspirés d'écouter les organisations syndicales et les associations de la société civile.

Un constat sans appel avait été dressé par le rapport « L'école bien dans ses murs », rendu public en septembre 2025 par l'Alliance Ecologique et Sociale (AES), qui réunit syndicats et associations (FSU, Sud Éducation, CGT Éduc'action, Greenpeace, Oxfam, Les Amis de la Terre, Attac, Confédération paysanne).

Quatre propositions majeures avaient été faites dans un plan clair et chiffré :

- Adopter un protocole national de gestion des épisodes climatiques extrêmes (chaleur, froid, pollution).
- Rétablir un Observatoire du bâti scolaire, avec données publiques et consultation des personnels.

- Adapter et rénover massivement les bâtiments, avec isolation, végétalisation, suppression des énergies fossiles et développement des énergies renouvelables.
- Mettre en place un plan national de financement d'au moins 5 milliards d'euros par an pendant dix ans.

Nous pouvons encore envoyer ce rapport au ministère qui a préféré l'ignorer, nous emmenant de fait une nouvelle fois droit dans le mur.

Enfin en tant qu'organisation n'ayant pas renoncé à changer l'ordre politique, économique et social, nous l'affirmons plus que jamais, il faut changer totalement de système économique et mettre en place enfin un système où les productions seraient centrées sur la satisfaction des besoins sociaux et non sur la recherche de profits et retirer des mains du capital une série de décisions et de gestion de l'économie...

Comme le dit notre nouveau camarade Guillaume Meurice, avec la malice et l'humour qui le caractérisent

« Trois conseils contre la canicule : 1- bien s'hydrater, 2- aérer la nuit, 3-foutre en l'air le capitalisme ! »

Nous y travaillons à la CGT !

D'autre part, nous voulons vous interpeller sur ce qui se passe dans la commune de Combourg. Le maire de cette commune a une fois de plus attaqué, méprisé, et, disons-le, insulté les enseignantes de l'école maternelle publique en sous-entendant notamment que les projets de l'école étaient futiles. Tous les propos de M. Le Besco, tenus pendant de longues minutes en conseil d'école, avant qu'il s'en aille en s'emportant, ont choqué l'ensemble de la communauté éducative (enseignantes, Atsem, parents) mais au-delà une large partie de la population locale.

Cet élu est indigne d'être un représentant de la République qui se doit de soutenir l'Éducation Nationale, ses écoles, ses personnels, piliers de notre République.

Qu'avez-vous fait et que comptez-vous faire, Monsieur le DASEN, pour rassurer la communauté éducative de Combourg et surtout pour que ce genre d'attitudes ne se reproduisent plus jamais ?

Nous tenons aussi à vous signaler l'attitude inacceptable de certaines écoles de l'enseignement catholique qui affirment ne pas pouvoir radier un élève de manière anticipée sur ONDE/ANGE (par exemple radier un élève le 1er juin avec date effective le 3 juillet : ce que font toutes les écoles publiques entre elles, puisque ONDE le permet), sous prétexte que cela ne déclenche pas le logiciel et le paiement de ce que doivent les familles. Est-ce vrai ? Est-ce un prétexte ?

Nous vous demandons en tout cas d'intervenir fermement auprès de la DDEC, pour que les établissements privés (en attendant leur nationalisation un jour, qui sait ?) radient les élèves (même de manière anticipée) dès qu'une famille en fait la demande.

Enfin, sur la carte scolaire qui nous réunit aujourd'hui, une petite question préalable, comptez-vous recruter l'ensemble de la liste complémentaire ? C'est en tout cas ce que vous demande la CGT Educ'action 35.

Sur les ouvertures et fermetures nous défendons et défendrons toutes les écoles qui nous ont contactées.

Nous vous demandons particulièrement de **confirmer les ouvertures des écoles suivantes** :

- Le Chevre à Acigné
- Simone Veil à Rennes
- Anne Sylvestre à Romillé
- Théodore Chalmel à Saint Père Marc en Poulet

Et d'**annuler les fermetures des écoles suivantes** :

- Anne Sylvestre à Dingé
- Pierrez-Marie Chollet à Feins
- Lucie Aubrac à Saint-Domineuc
- Marie Le Tensorer à Louvigné du désert
- Chateaugion-Landy à Rennes
- Ille à Rennes

Nous vous demandons par ailleurs d'étudier la situation de l'école Eric Tabarly à Vezin-le-Coquet en vue d'une ouverture.

Merci de votre écoute.